



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2019-818

12/12/2019

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 15

Objet : Appel à candidatures : 15 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2^{ème} cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE):

- 1 poste de représentation sous régionale de l'OIE (catégorie A+) à Bruxelles.
Date limite de candidature : 22/12/2019.

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) :

- 1 poste d'ingénieur(e) territorial(e) en charge de la délimitation et de la protection du foncier sous SIQO (catégorie A) à Macon (71).
Date limite de candidature : 31/12/2019.

- 1 poste de chargé(e) de missions techniques et réglementaires (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 31/12/2019.

Office Français de la Biodiversité :

- 1 poste chargé de mission « Référentiels et expertise sur les habitats marins » (h/f) à Paris (75)
Muséum National d'Histoire Naturelle, site du Jardin des plantes.
Date limite de candidature : 10/01/2020.

- 1 poste directeur régional adjoint (h/f) (catégorie A+) à Bordeaux (33).
Date limite de candidature : 04/01/2020.

- 2 poste d'assistant de direction (h/f) (catégorie B) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 09/01/2020.

- 1 poste d'assistant du chef de l'unité sanitaire de la faune (h/f) à Auffargis (78).
Date limite de candidature : 04/01/2020.

- 1 poste directeur de la police et du permis de chasser (h/f) (catégorie A+) à Auffargis (78).
Date limite de candidature : 03/01/2020.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste de technicien en épidémiologie (H/F) (CDD 16 mois Cat 3 à Ploufragan (22).
Date limite de candidature : 31/12/2019

- 1 poste de technicien en épidémiologie (H/F) (CDD 16 mois Cat 3 à Ploufragan (22).
Date limite de candidature : 31/12/2019

- 1 poste de chargé de projet de recherche en bactériologie (H/F) (CDD 2,5 ans Cat 2 à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 31/12/2019

- 1 poste de gestionnaire de dossiers administratifs (AMM) (H/F) (CDD 24 mois Cat 3 à Fougères (35),
Date limite de candidature : 31/12/2019.

- 1 poste de juriste (H/F) (CDI Cat 2 ou Tit A à Maisons-Alfort (94),
Date limite de candidature : 31/12/2019.

- 1 poste d'assistant administratif / secrétariat d'équipes scientifiques (H/F) (CDD 6 mois Cat 3 à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 06/01/2020.

Institut Français du Cheval et de l'Équitation

- 1 poste de responsable du centre culturel de l'IFCE (catégorie A) à Saumur (49).

Date limite de candidature : 31/12/2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE)
Assistant technique
Représentation sous Régionale de l'OIE à Bruxelles

Catégorie : A +

Cotation parcours professionnel : 3

Date de prise de poste : Janvier 2020

<p>MISSIONS DE LA STRUCTURE</p>	<p>L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Les normes qu'elle établit sont notamment reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OIE, qui a son siège à Paris, compte 182 Pays Membres et dispose de 12 Représentations régionales ou sous régionales sur tous les continents, dont 3 en Europe (Moscou, Bruxelles et Nour Sultan (ex Astana)).</p> <p>La Représentation sous régionale de Bruxelles est notamment en charge du suivi des relations avec les institutions présentes à Bruxelles, notamment la Commission européenne et les Etats membres de l'Union européenne.</p>	
<p>OBJECTIFS DU POSTE</p>	<p>Sous l'autorité de la Directrice générale et sous la supervision du Représentant sous régional à Bruxelles, le(la) candidat(e) aura la responsabilité de mettre en œuvre les programmes de l'OIE dans la sous-région. Il(elle) sera plus particulièrement chargé(e) de l'appui au pilotage des actions engagées dans le cadre de la feuille de route régionale reprenant les actions et priorités de l'OIE. Il(elle) viendra par ailleurs en appui au secrétariat du GF-TADs (plan-cadre mondial FAO/OIE pour la lutte progressive contre les maladies animales transfrontalières) pour l'Europe et au « <i>Regional Core Group</i> » de la Commission régionale de l'OIE pour l'Europe ainsi qu'à la plateforme régionale de l'OIE pour le bien-être animal.</p>	
<p>DESCRIPTIF DES ACTIVITES</p>	<p>Pour les Pays Membres de l'OIE plus particulièrement couverts par la représentation sous régionale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivi des relations techniques avec les pays, ainsi qu'avec les partenaires institutionnels et scientifiques du réseau ; - suivi technique et budgétaire des programmes d'activités de l'OIE dans la sous-région ; - mise en œuvre des activités issues de la feuille de route sous régionale de l'OIE, plus particulièrement des programmes de renforcement des capacités des Services vétérinaires (processus PVS de l'OIE et missions d'appui ciblées...), programme mondial pour une meilleure gouvernance vétérinaire, actions coordonnées avec l'OMS et la FAO dans le cadre du concept « Une seule santé » ; - appui technique et logistique aux programmes de formation ; - intérim du Représentant sous-régional en son absence. 	
<p>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</p>	<p>L'Assistant technique travaillera en relation constante avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les différents services au Siège de l'OIE, notamment le Service des actions régionales ; - la Représentation régionale de l'OIE à Moscou ; - les Services Vétérinaires de la sous-région, avec lesquels il(elle) devra développer, puis entretenir, des relations professionnelles étroites 	
<p>COMPETENCES LIEES AU POSTE</p>	<p style="text-align: center;">SAVOIRS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Docteur vétérinaire - Expérience d'au moins 10 ans en santé publique vétérinaire - Expérience à l'international, notamment dans la mise en œuvre des normes ou programmes de santé animale. - Parfaite maîtrise de l'anglais (à l'écrit et à l'oral). La connaissance d'une autre langue officielle de l'OIE est un atout. - Maîtrise des outils informatiques. La maîtrise d'Access et des systèmes d'information géographique est un atout. 	<p style="text-align: center;">SAVOIR-FAIRE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aptitude à travailler en équipe. - Expérience des relations institutionnelles - Fortes capacités d'adaptation et d'adaptabilité à un environnement interculturel. - Sens de l'organisation. - Capacités rédactionnelles et de synthèse.

PERSONNES A
CONTACTER

- Loïc Evain - Directeur général adjoint de l'Alimentation, CVO

01 49 55 81 77, loic.evain@agriculture.gouv.fr

- Charles Martins-Ferreira - Sous-directeur des affaires sanitaires européennes et internationales

01 49 55 81 20, charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr

- Pierre Primot - Adjoint au Sous-directeur des affaires sanitaires européennes et internationales

01 49 55 45 26, pierre.primot@agriculture.gouv.fr

- Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à : Aliocha

Nguyen – DGPE – Chargé de mission réseau international

aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Centre-Est
37 boulevard Henri Dunant
71040 MACON CEDEX**

**Ingénieur(e) territorial(e) en charge de la délimitation et de la protection
du foncier sous SIQO**

N° du poste : Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)		
Cotation parcours professionnel : postes catégorie A/A+ : 1	Cotation part fonction PFR : Groupes RIFSEEP :	
Poste susceptible d'être vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion des concepts SIQO, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de production des produits sous SIQO.</p> <p>La délégation territoriale Centre-Est intervient sur environ 200 produits sous SIQO (filières viticole, laitière et agro-alimentaire) localisés dans la région Bourgogne-Franche-Comté et une partie de la région Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi que sur la filière agriculture biologique de ce territoire.</p>	
Objectifs du poste	Assurer la mission de protection du foncier agricole et de délimitation des aires de production des produits sous SIQO	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>1/ Sous l'autorité du délégué territorial, le titulaire du poste aura la charge pour les produits sous SIQO de la délégation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de participer aux CDPENAF du secteur « Sud » et d'organiser l'instruction permettant d'émettre des avis sur les documents d'urbanisme, - d'organiser les travaux des commissions d'experts et/ou de consultants sur la délimitation, - d'organiser notamment les consultations publiques relatives aux projets de délimitations d'aires de production et l'examen des réclamations, - de participer à la rédaction des cahiers des charges des produits sous SIQO, au sein des équipes-projet traitant des dossiers, pour la partie lien à l'origine et délimitation, - d'assurer la production des données cartographiques. <p>Ces activités supposent l'encadrement fonctionnel des techniciens. Elles comportent également l'animation de commissions de professionnels et d'experts nommés par les instances de l'INAO et les relations avec les échelons locaux des administrations et collectivités.</p> <p>2/ L'ingénieur participera à l'information et la communication sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO, des établissements d'enseignement, etc... et assurera la représentation de l'INAO en appui du délégué territorial.</p>	
Champ relationnel du poste	Services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles, professionnels experts ou membres des comités nationaux - Déplacements fréquents	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise de la réglementation et des concepts des SIQO - Maîtrise de la réglementation sur l'aménagement du territoire (urbanisme et foncier) - Connaissances de l'environnement institutionnel et professionnel - Connaissances en géologie, géographie, pédologie, sciences humaines 	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement et animation d'équipe - Pilotage de projets - Capacité d'analyse et de synthèse - Conduite de réunion - Sens de la communication et du contact avec les professionnels - Expression écrite et orale - Maîtrise des outils bureautiques et des Systèmes d'information géographique (QGIS)

Personnes à contacter	<p>Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Mme Patricia CARISTAN - Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr</p> <p>Informations sur le poste : Christèle MERCIER, déléguée territoriale Centre-Est – Tel. 03.85.21.96.56 - Courriel : c.mercier@inao.gouv.fr</p>
------------------------------	---

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Institut National de l'Origine et de la Qualité
Arboreal-12, rue Henri Rol-Tanguy
93 555 Montreuil**

Service contrôles

Chargé(e) de missions techniques et réglementaires

N° du poste : Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)	
Cotation parcours professionnel poste catégorie A : 1	Cotation part fonction PFR : Groupes RIFSEEP :
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion des concepts SIQO, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de production des produits sous SIQO.
Objectifs du poste	L'INAO est, depuis 2008, chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). Le Service Contrôles a pour mission l'organisation générale de ce dispositif. Il supervise l'activité de l'ensemble des organismes de contrôles à qui les contrôles sont délégués et assure directement la fonction de contrôle de second niveau. Il assure l'appui et l'expertise en matière de contrôles auprès des agents des délégations territoriales et des autres services de l'INAO. Il est l'interlocuteur des différentes administrations (DGPE, DGAL, DGDDI, DGCCRF,) sur les sujets contrôles. Il est, en outre, responsable du fonctionnement du Conseil des Agréments et des Contrôles (CAC) de l'établissement. Au sein de ce service, le chargé de missions techniques et réglementaires assure, dans le cadre d'une équipe de 5 personnes, les fonctions d'agrément et de supervision des organismes de contrôles, d'approbation des plans de contrôle et d'inspection, de contrôle du respect du cahier des charges, de Secrétariat du Conseil des agréments et contrôles et d'élaboration et de suivi des procédures.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Supervision des projets de plans de contrôle et d'inspection plus particulièrement du secteur viticole et des boissons spiritueuses. Participation aux équipes projet chargées notamment d'organiser le volet contrôles des cahiers des charges. Finalisation des dossiers présentés à la validation du CAC ou de la Directrice. Supervision des organismes de contrôles et appui à la mission d'évaluation technique de ces derniers dans le cadre de leur agrément. Participation aux travaux de gestion / harmonisation des procédures de contrôle.
Champ relationnel du poste	Administrations, services nationaux et territoriaux de l'INAO, organisations professionnelles des SIQO, Organismes de Contrôles des SIQO, professionnels membres du comité des agréments et des contrôles ; responsables des autres corps de contrôles.
Compétences liées au poste	Savoirs :
	Connaissances de l'environnement institutionnel et professionnel, des signes d'identification de la qualité et de l'origine et des systèmes qualité.
	Savoir-faire :
	Sens du travail en équipe, Aptitude à la concertation et aux relations avec une multiplicité d'interlocuteurs tant institutionnels que professionnels. Organisation, autonomie, rigueur dans le suivi des dossiers Capacité d'analyse et de synthèse, rédactionnelles et relationnelles
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressées au Secrétaire général de l'INAO : Mme Patricia CARISTAN - Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Mme Cécile FUGAZZA – Responsable du Service Contrôles - Tél. : 01.73.30.38.80 - courriel : c.fugazza@inao.gouv.fr



Ministère de la Transition écologique et solidaire
Office Français de la Biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	A
Intitulé du poste :	Chargé de mission « Référentiels et expertise sur les habitats marins » (h/f)
Affectation :	Direction Surveillance, évaluation, données/ Unité Mixte de Service Patrimoine Naturel
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef d'équipe « Ecosystèmes et Réseaux »
Résidence administrative :	Paris (75) Muséum National d'Histoire Naturelle, site du Jardin des plantes
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

Au 1^{er} janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage deviendront l'Office français de la biodiversité, établissement public créé par disposition législative. Il sera composé de près de 2 800 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et en outre-mer.

Les missions confiées à ce nouvel établissement ont pour objectif général la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que la gestion de l'eau.

L'Unité Mixte de Service Patrimoine Naturel (UMS PatriNat), co-habituée par le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN), l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), a pour mission de produire une expertise scientifique et technique en faveur de la conservation de la biodiversité. Elle a pour objectif de fournir, en lien fort avec les activités de recherche, une expertise scientifique sur la biodiversité et géodiversité de France métropolitaine et ultra-marine, sur les thématiques terrestres et marines, pour l'environnement passé et actuel.

Dans le cadre du Système d'Information sur la Biodiversité (SIB) et du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP), l'UMS PatriNat est en charge de la réalisation des référentiels nationaux sur la faune, la flore et la fonge (TAXREF) et sur les habitats naturels et semi-naturels (HABREF). Ces deux référentiels, disponibles sur l'INPN, concernent la France métropolitaine et les territoires d'outre-mer et sont au cœur des enjeux de conservation de la biodiversité nationale. Ils permettent l'interopérabilité technique des systèmes d'information nationaux et territoriaux et la cohérence méthodologique et scientifique des programmes de connaissance et de conservation.

Le référentiel HABREF comporte les typologies d'habitats terrestres et marins en usage dans les différents territoires français, préalable indispensable à toute politique publique de préservation des habitats, telle que la récente initiative en faveur d'arrêtés de protection des habitats naturels (APHN). L'élaboration ou la consolidation des typologies des habitats en outre-mer est également la première brique indispensable pour répondre aux ambitions de l'article 113 de la loi sur la reconquête de la biodiversité, dont l'ambition est de stopper la perte de biodiversité en outre-mer et préserver son rôle en faveur de l'adaptation des territoires au changement climatique.

Description du poste :

Mission :

Au sein de la cellule « Habitats » de l'équipe « Ecosystèmes et Réseaux », le titulaire du poste conduit des projets et réalise des expertises en propre sur les habitats marins, notamment sur les habitats marins d'outre-mer, pour lesquels il assure le rôle de référent de l'équipe.

Activités principales :



- Coordonner la production/consolidation de typologies ultramarines, en collaboration avec les experts scientifiques et les principaux acteurs nationaux ;
- Développer le socle de connaissances concernant les habitats marins d'outre-mer (sensibilité, occurrence, liste rouge, patrimonialité, etc.), en lien étroit avec l'équipe « Directives Milieu Marin » de l'UMS ;
 - Appui à la rédaction des descriptifs des habitats marins d'Atlantique et à l'interprétation des HIC en lien avec l'équipe DMM de PatriNat ;
 - Mettre à jour en continu le référentiel HABREF pour les habitats marins, y compris pour la métropole, gérer les correspondances entre typologies ;
 - Appuyer scientifiquement le Ministère, les Parcs Nationaux, les Parcs Naturels Marins d'outre-mer et les autres gestionnaires des milieux naturels marins, ainsi que les initiatives/programmes concernant les habitats (IFRECOR, APHN, plan d'actions récifs etc.) ;
 - Réaliser des expertises en propre, dans son domaine de compétences ;
 - Communiquer et valoriser sur la thématique « habitats marins », dont publications scientifiques ;
 - Contribuer à l'enrichissement de l'INPN.

RELATIONS LIÉES AU POSTE

Relations internes :

- Ensemble des autres équipes de l'UMS PatriNat notamment Equipe « Directives Milieu Marin » ;
- Service « Connaissance et gestion du milieu marin » de la Direction « Surveillance, évaluation, données » de l'OFB dont équipe Life Marha ;
- Direction des outre-mer de l'OFB ;
- Parcs naturels marins ;
- Délégations de façade de l'OFB, UMR BOREA (MNHN).

Relations externes :

- Ministère de l'Ecologie ;
- Laboratoires de recherche des principaux partenaires scientifiques (Ifremer, IRD, Universités, CNRS, etc.) ;
- Ifremer.

PROFIL RECHERCHÉ

- Niveau Bac+5 ou Bac +8 dans le domaine de la biologie ou l'écologie marine ;
- Maîtriser la langue anglaise dans un contexte scientifique (lu, écrit, parlé) ;
- Connaissances naturalistes avérées ;
- Expérience dans le domaine de la mise en œuvre des politiques publiques et/ou dans la connaissance des écosystèmes ultra-marins appréciée.

COMPÉTENCES ET QUALITÉS REQUISES

Connaissances :

- En océanologie biologique, écologie, et conservation marine ;
- En base de données, standardisation, diffusion de l'information scientifique ;
- Des enjeux et problématiques de la conservation de la biodiversité ;
- Des réglementations sur l'environnement marin et des conventions internationales ;
- Du réseau d'acteurs (stations marines, laboratoires, universités, associations, bureaux d'études, etc.) et des institutions et services de l'Etat impliqués dans la gestion du milieu marin.

Savoir-faire opérationnel :

- Rédiger et présenter des rapports et des publications scientifiques ;
- Animer des réunions/groupes de travail multi-acteurs ;
- Maîtriser des outils informatiques de bureautique et de gestion de données ;
- Consolider ses connaissances scientifiques et techniques de manière régulière.

Savoir-être professionnel :

- Forte capacité de travail en équipe, excellentes capacités relationnelles, écoute ;



- Très
organisé
dans sa gestion quotidienne du temps
- Rigoureux scientifiquement.

de travail (priorisation, échéancier, respect des délais) ;

DÉPOSER UNE CANDIDATURE

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel sous la référence **DSUED/CMREFEXPI/F** à recrutement@ofbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **10 janvier 2020**



Ministère de la Transition écologique et solidaire
Office Français de la Biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	A+
Intitulé du poste :	Directeur régional adjoint (h/f)
Affectation :	Direction régionale Nouvelle-Aquitaine
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur régional
Résidence administrative :	Bordeaux (33)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

Au 1^{er} janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage deviendront l'Office français de la biodiversité, établissement public créé par disposition législative.

Il sera composé de près de 2 800 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et en outre-mer. Les missions confiées à ce nouvel établissement ont pour objectif général la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que la gestion de l'eau.

A ce titre, l'OFB reprendra les missions des deux établissements d'origine, et notamment :

- l'appui à la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la biodiversité ;
- la gestion et l'appui à la gestion d'espaces naturels ;
- la police de l'environnement et la police sanitaire ;
- la formation et la mobilisation des citoyens et des parties prenantes ;
- le développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise sur les espèces et les milieux, ainsi que sur la gestion adaptative.

La direction régionale Nouvelle-Aquitaine de l'OFB sera structurée autour de 4 services régionaux : service administratif, service connaissance, service police, service appui aux acteurs et mobilisation des territoires, implantés sur deux sites (Bordeaux et Poitiers). Elle comprendra en outre une unité spécialisée migrateurs, 2 parcs naturels marins et 12 services départementaux. Elle regroupera 250 agents.

Description du poste :

Mission :

- Seconder le Directeur régional sur l'ensemble de ses missions ;
- Piloter les volets financier, logistique et immobilier ;
- Coordonner la programmation, le suivi et le rapportage d'activité ainsi que le contrôle de gestion.

En sa qualité de directeur régional adjoint, il a autorité hiérarchique sur l'ensemble des agents de la direction et dispose d'une délégation de signature.

Des déplacements fréquents sont à prévoir (y compris WE et jours fériés).

Activités principales :

- Seconder le directeur régional et assurer son intérim ;
- Collaborer à l'organisation de la direction, en particulier en matière de conception des organisations ;
- Coordonner la programmation, le suivi et le contrôle de l'activité ;
- Superviser les activités financières, logistiques et immobilières de la direction ;
- Piloter le contrôle de gestion ;
- Mettre en œuvre la politique SST et coordonner la gestion des RPS ;
- Participer à l'animation des liens fonctionnels et de la transversalité entre les services de la Direction ;



Contribuer à la mise en œuvre de la démarche qualité ;

- Apporter son appui au management des équipes et procéder à des entretiens professionnels et de formation ;
- Contribuer à la communication et à la circulation de l'information en interne et envers les médias ;
- Représenter l'établissement auprès des acteurs régionaux et départementaux et développer des relations de partenariat dans le champ d'activité de l'Office ;
- Contribuer au développement des collaborations avec les différents acteurs de la biodiversité (Etat, établissements publics, collectivités, associations, chambres consulaires...). Superviser les conventions de partenariat et en assurer le suivi ;
- Piloter des dossiers complexes, notamment transversaux ;
- Apporter son concours aux directions métiers en participants à des groupes de travail nationaux.

RELATIONS LIÉES AU POSTE

Relations internes :

- Directions du siège et services rattachés (UMS PatriNat, pôles études et recherches, délégation de façade maritime, parcs naturels marins...) ;
- Autre directions (inter)régionales ;
- Services et unités de la direction.

Relations externes :

- Préfets, magistrats des cours d'appel et TGI ;
- Etablissements rattachés (Parc National des Pyrénées), EPMP, conservatoires botaniques ;
- Services déconcentrés et opérateurs de l'Etat, notamment DREAL, DDT(M), DIRM, DDPP, agences de l'eau, Cerema, ONF, Conservatoire du littoral et des rivages lacustres, INRA, IRSTEA... ;
- Collectivités territoriales ;
- Chambres consulaires, représentations professionnelles ;
- Associations ;
- Gestionnaires d'espaces naturels ;
- Bureaux d'études, entreprises.

PROFIL RECHERCHÉ

- Ingénieur en chef des ponts des eaux et forêts, Inspecteur en chef de la santé publique vétérinaire, ou agent public de formation ingénieur de niveau équivalent ;
- Formation et expérience dans le domaine des milieux aquatiques, de la biodiversité et/ou de l'environnement ;
- Expérience managériale en tant que cadre supérieur ;
- Connaissance du contexte professionnel aussi bien juridique que technique ;
- Connaissance des acteurs de l'eau et de la biodiversité, notamment du monde cynégétique ;
- Maîtrise des règles administratives et de la comptabilité publique ;
- Permis B.

COMPÉTENCES ET QUALITÉS REQUISES

Connaissances :

- Connaissance du contexte professionnel aussi bien juridique que technique ;
- Connaissance des acteurs de l'eau et de la biodiversité, notamment du monde cynégétique ;
- Capacité d'expertise technique dans le domaine cynégétique ;
- Maîtrise du management hiérarchique en tant que cadre supérieur ;
- Maîtrise du mode projet basée sur une expérience de pilotage de projets complexes ;
- Maîtrise des règles administratives ;
- Maîtrise de la comptabilité publique.

Savoir-faire opérationnel :

- Planifier et organiser le travail ;
- Gérer le stress et la charge de travail ;
- Déléguer et suivre les dossiers ;
- Synthétiser ;
- Travailler en équipe ;



Représenter l'établissement et porter les messages

institutionnels ;

- Animer des réunions ;
- Argumenter et vulgariser les concepts et données ;
- S'adapter à de nouveaux outils.

Savoir-être professionnel :

- Aptitude à l'écoute ;
- Aptitude à l'animation et à la prise de décision ;
- Capacité de communication ;
- Sens du service public ;
- Autonomie, sens de l'organisation ;
- Esprit d'initiative ;
- Qualités rédactionnelles.

DÉPOSER UNE CANDIDATURE

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel sous la référence **DRNA/DIRADJ/F** à recrutement@ofbiodiversite.fr

Pour tout renseignement sur le poste, vous pouvez contacter le standard : **05.56.13.28.10**

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **04 janvier 2020**



Ministère de la Transition écologique et solidaire
Office Français de la Biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	B
Intitulé du poste :	Assistant de direction (h/f)
Affectation :	Direction Générale Déléguée Ressources (DGD R)/Direction des Ressources Humaines
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la Directrice des Ressources Humaines
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement
Nombre de postes à pourvoir :	2

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

Au 1^{er} janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage deviendront l'Office français de la biodiversité, établissement public créé par disposition législative. Il sera composé de près de 2 800 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et en outre-mer.

Les missions confiées à ce nouvel établissement ont pour objectif général la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que la gestion de l'eau.

En son sein, la direction des ressources humaines (environ 80 agents) a pour mission :

- de piloter l'allocation des moyens de l'établissement en matière d'emploi, d'organisation et de compétences,
- de gérer les personnels, la masse salariale et la paye,
- de définir les politiques de recrutement, de rémunération, de gestion de la carrière et de formation interne,
- de définir la politique sociale, conduire la politique de prévention des risques professionnels et d'amélioration de la qualité de vie au travail et structurer le cadre de travail des agents (règlement intérieur, principes de management...),
- d'organiser le dialogue social.

Description du poste :

Mission :

- Assurer l'assistanat et le secrétariat de la direction et de la directrice.

Activités principales :

Secrétariat de la direction et de la directrice des ressources humaines :

- Assurer l'accueil téléphonique et physique ;
- Trier et enregistrer le courrier ;
- Tenue de l'agenda ;
- Organiser la logistique des réunions, groupes de travail et séminaires (convocations, réservation de salles et de matériels) ;
- Rédiger, préparer et/ou mettre en forme des notes, dossiers et supports de réunions, séminaires :

Assistanat de la direction et de la directrice des ressources humaines :

- Coordonner, en appui du chef de département, l'activité du département (gestion de la réponse aux sollicitations et gestion des échéances) ;
- Renseigner les agents ou partenaires sur l'ensemble de l'activité de la DRH ;
- Assurer la gestion de l'emploi du temps : planification des réunions, prise des rendez-vous et organisation des déplacements ;



Organiser les instances paritaires : ordre du jour, convocation, pièces au dossier, présences, hébergement des membres, déroulement de la réunion ;

- Assurer la gestion des parapheurs (y compris transmission électronique) ;
- Apporter ponctuellement un renfort aux différents services du département ;
- Gérer les commandes de fournitures.

Comptabilité/finances :

- Appliquer les procédures et les règles financières et comptables (création de fournisseurs, vérification des pièces comptables, préparation des bons de commandes, certificat des services faits) pour tout le budget DRH hors formation ;
- Assurer le suivi du budget (imputation, disponibilité des crédits) du département hors formation, en appui du chef de département adjoint ;
- Assurer la gestion des remboursements des frais de déplacement.

Archivage :

- Procéder au classement et à l'archivage de documents.

RELATIONS LIÉES AU POSTE

Relations internes :

- Direction générale, Secrétariat général ;
- Directions et services ;
- Instances paritaires et représentants du personnel ;
- CGRH.

Relations externes :

- Prestataires ;
- Fournisseurs.

COMPÉTENCES ET QUALITÉS REQUISES

Connaissances :

- Connaissance générale des techniques de gestion administrative ;
- Connaissances en comptabilité publique.

Savoir-faire opérationnel :

- Organiser son travail et hiérarchiser les priorités ;
- Rendre compte ;
- Prendre des notes, rédiger des comptes rendus, notes, présentations ;
- Utiliser les outils bureautiques (Word / Excel) ;
- Utiliser le logiciel de gestion comptable.

Savoir-être professionnel :

- Très grande discrétion professionnelle ;
- Méthode et organisation ;
- Sens du travail en équipe ;
- Autonomie et esprit d'initiative ;
- Qualités relationnelles et rédactionnelles.

DÉPOSER UNE CANDIDATURE

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel sous la référence DRH/ASSISTDIR/F à recrutement@ofbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **09 janvier 2020**



Ministère de la Transition écologique et solidaire
Office Français de la Biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	B
Intitulé du poste :	Assistant du chef de l'Unité Sanitaire de la Faune (h/f)
Affectation :	Direction de la Recherche et de l'Appui Scientifique (DRAS)/Unité Sanitaire de la Faune (USF)
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef d'Unité et en lien avec le pôle Juridique Administratif et Financier de la DGD-PCE
Résidence administrative :	Auffargis (78)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

Au 1^{er} janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage deviendront l'Office français de la biodiversité, établissement public créé par disposition législative.

Il sera composé de près de 2 800 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et en outre-mer. Les missions confiées à ce nouvel établissement ont pour objectif général la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que la gestion de l'eau.

Au sein de la future direction de la recherche et de l'appui scientifique (DRAS), l'Unité sanitaire de la faune (USF) pilote des programmes pluri-annuels de surveillance, d'étude et de recherche en épidémiologie et en écotoxicologie validés par les instances et le directeur général de l'OFB.

Elle conduit ces travaux avec les autres unités de la DRAS et de nombreux organismes extérieurs qui sont ses partenaires scientifiques et techniques. Dans ce cadre l'USF anime le réseau SAGIR, dispositif national de surveillance sanitaire de la faune sauvage, qui s'intéresse à toutes les pathologies à enjeu environnemental (conservation des espèces, gestion cynégétique), économique (dangers sanitaires transmissibles aux animaux domestiques) ou/et de santé publique (zoonoses, contaminants de la viande de gibier).

Les maladies partagées entre faune sauvage et animaux domestiques font l'objet de programmes ciblés et d'études financées par le ministère de l'Agriculture. Le réseau SAGIR repose sur la collaboration entre l'OFB et des partenaires associatifs, principalement les fédérations de chasseurs, ainsi que les laboratoires départementaux d'analyses. Il est doté d'une base de données (BDD) dédiée, EPIFAUNE, qui permet de gérer de manière dématérialisée les données de surveillance événementielle de la faune sauvage et de centraliser en temps « réel » des données sanitaires harmonisées et structurées.

L'USF réalise sur demande interne ou externe (tutelles) les expertises dans son champ de compétence dont les commanditaires ont besoin, et contribue à l'évaluation de risque conduite par les agences officielles (ANSES, EFSA...). Elle intervient à tous les niveaux en appui à la gestion de crise sanitaire. Elle apporte aux tutelles et aux services territoriaux de l'ONCFS l'appui réglementaire, technique et scientifique dont ils ont besoin pour planifier les rôles, interventions et moyens de l'établissement, et contribue à la gestion opérationnelle des foyers ou des menaces qu'ils font peser.

L'USF apporte les compétences à la Direction de la Police pour définir, structurer et mettre en œuvre un plan d'actions pour le contrôle et la police sanitaire dans le secteur de la faune sauvage.

Description du poste :

Mission :

Sous la responsabilité du chef d'Unité, et en lien avec le pôle Juridique Administratif et Financier de la DGD-PCE, l'assistant assure, anime et coordonne les tâches administratives et financières du service.

Activités principales :



Assistance du Chef d'Unité :

- Préparer et assurer le suivi de l'ensemble des dossiers administratifs de l'Unité (dossiers RH, achats, conventions, etc...);
- Interagir quotidiennement sur ces dossiers avec le Chef d'Unité afin de permettre son arbitrage (achats, formations, promotions, etc...);
- Fournir un appui administratif aux différentes équipes de l'Unité, en lien avec le Chef d'Unité ;
- Préparer les réunions et organiser les déplacements.

Coordination et lien avec le pôle JAF de la DGD-PCE :

- Participer aux réunions de coordination et de concertation du pôle JAF ;
- Appliquer les procédures définies par le pôle et réaliser les tâches mutualisées.

Coordination et suivi budgétaire et logistique de l'Unité :

- Participer à l'élaboration des propositions budgétaires de l'entité gérée et à la ventilation des crédits au sein de l'Unité. Assurer le suivi budgétaire (de l'Unité et des recettes « fléchées ») et en rendre compte de manière continue et régulière au Chef d'Unité ;
- Imputer les factures (et les titres de recettes) et contrôler leur liquidation (notamment délais de paiement), en lien avec le logiciel de gestion de la Direction Financière ;
- Assurer le suivi des conventions, en lien notamment avec les chefs de projets ;
- Produire des statistiques de gestion permettant au Chef d'Unité de réaliser le contrôle des coûts au sein de son Unité et des différents services ;
- Gérer et suivre les commandes de l'Unité, contribuer à l'évaluation des besoins en vue du lancement de marchés publics ;
- Assurer un suivi informatisé de l'inventaire des matériels et véhicules affectés à l'Unité.

RELATIONS LIÉES AU POSTE

Relations internes :

- Secrétariat de la DRAS ;
- Pôle JAF de la DGD-PCE ;
- Services financiers de la DGD-Ressources ;
- Services des ressources humaines de la DGD-Ressources.

PROFIL RECHERCHÉ

- Fonctionnaire d'un corps technique de l'Etat de catégorie B administratif ;
- Capacités rédactionnelles ;
- Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue ;
- Discrétion professionnelle et sens de la diplomatie.

DÉPOSER UNE CANDIDATURE

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel sous la référence **DRAS/ASSIST/F** à recrutement@ofbiodiversite.fr

Pour vous renseigner sur le poste,

M. Jean-Yves CHOLLET, Chef de l'Unité Sanitaire de la Faune, au 01 30 46 60 24 ou par courriel à jean-yves.chollet@oncfs.gouv.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **04 janvier 2020**



Ministère de la Transition écologique et solidaire
Office Français de la Biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	A+
Intitulé du poste :	Directeur de la police et du permis de chasser (h/f)
Affectation :	Direction de la police et du permis de chasser
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur général délégué « police, expertise, connaissance »
Résidence administrative :	Auffargis (78)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

Au 1^{er} janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage deviendront l'Office français de la biodiversité, établissement public créé par disposition législative. Il sera composé de près de 2 800 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et en outre-mer.

Parmi les missions qui lui sont confiées (loi du 24 juillet 2019) figure la « contribution à l'exercice des missions de police administrative et de police judiciaire relatives à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche ainsi que des missions de police sanitaire en lien avec la faune sauvage », pilotée par la **direction de la police et du permis de chasser (DPPC)**.

Au sein de la direction générale délégué « police, expertise, connaissance » (qui comporte également la direction de la recherche et de l'appui scientifique et la direction du suivi et de l'évaluation des données), la direction de la police et du permis de chasser est composée d'un directeur ou d'une directrice et d'un directeur adjoint, de quatre services nationaux (« prévention, appui, prospective », « stratégie, surveillance, contrôle », « opérations et soutien », « police judiciaire et renseignement »), d'une unité (« permis de chasser ») et de deux conseillers techniques (« police sanitaire » et « chasse »). Elle regroupe 115 agents aux profils variés, dont 80 inspecteurs de l'environnement au sein des brigades mobiles d'intervention (en charge des renforts nationaux et de l'examen du permis de chasser).

Dans la mesure où les agents sont répartis sur plusieurs sites (principalement à Auffargis et Vincennes mais également Montpellier, Toulouse, Orléans, etc.), des déplacements fréquents sont à prévoir, notamment à Vincennes.

Description du poste :

Mission :

La direction de la police et du permis de chasser est notamment en charge :

- D'assurer au niveau national un rôle de conception, de pilotage, d'animation, d'appui aux services territoriaux, ainsi que d'évaluation de l'activité de police, qu'elle soit administrative ou judiciaire (environ 1700 inspecteurs de l'environnement répartis sur le territoire national) ;
- D'assurer des missions opérationnelles en renfort des services territoriaux ou en pilotage direct lorsque les enjeux, la nécessité de coordination ou de réactivité l'exigent ;
- De l'examen du permis de chasser et de la délivrance du titre.

Activités principales :

• **Piloter l'activité police de l'établissement :**

- Elaborer la partie « police et permis de chasser » du premier contrat d'objectifs et de performance de l'établissement ;
- En lien avec les ministères de tutelle, élaborer les stratégies globales ou opérationnelles en matière de police ;
- En s'appuyant sur les services de la direction, élaborer les notes de service et instructions en matière de police



(procédures, équipement, habillement, armes,

interventions, priorités, etc.) ;

- Animer le « dialogue de gestion police » avec les directions régionales ;
- En lien avec la direction des systèmes d'information et, le cas échéant, avec les partenaires extérieurs, développer les outils et les logiciels nécessaires aux missions de police ;
- Mener un chantier lié à l'évaluation permanente de l'activité de police, qu'elle soit quantitative ou qualitative (en étant notamment force de proposition à la direction de l'eau et de la biodiversité pour ce qui concerne les plans de contrôle « eau et nature »).

• **Manager les services et mobiliser les moyens nationaux :**

- Construire la nouvelle direction (préfigurée en 2019, créée au 1er janvier 2020) ;
- En s'appuyant sur les quatre chefs de service et sur le chef d'unité, manager les équipes de la direction dans leur activité quotidienne ;
- En lien avec les directions régionales et les services départementaux, mobiliser les brigades mobiles d'intervention (BMI) pour les renforcer. Poursuivre la réforme des BMI en cours. Organiser le travail des inspecteurs du permis de chasser ;
- En s'appuyant sur les chefs de réseaux et en lien avec les autres directions (nationales ou régionales), animer ces derniers dès lors qu'ils relèvent du domaine de la police ou du permis de chasser (techniques d'intervention police, police judiciaire, CITES, ERC, pollutions diffuses, etc.)

• **Structurer de l'activité de police judiciaire en tenant compte des nouvelles prérogatives des inspecteurs de l'environnement issues de la loi créant l'OFB et renforçant la police de l'environnement et la police sanitaire :**

- Mener le chantier lié à la montée en compétence des inspecteurs de l'environnement suite à l'extension de leurs prérogatives (loi de programmation Justice et loi créant l'OFB) ;
- En s'appuyant sur le service police judiciaire et renseignement, structurer le réseau police judiciaire ainsi que la remontée et l'exploitation du renseignement.

• **Piloter l'activité liée aux avis techniques :**

- En lien avec le directeur général délégué, veiller à la transversalité avec les directions en charge de la connaissance et des données, de manière à irriguer en permanence les avis techniques ;
- Intégrer progressivement les enjeux de biodiversité dans les avis techniques rendus aux services de l'Etat ;
- En lien avec la direction générale déléguée « mobilisation », élaborer une stratégie de création puis de diffusion de guides techniques à l'attention des acteurs (collectivités, entreprises, bureaux d'étude, etc.) et des services de l'Etat.

• **Entretenir les relations avec les tutelles ou les partenaires, dans le domaine de la police et du permis de chasser :**

- Avec les ministères de tutelle :
 - MTES et l'ensemble des directions concernées (DEB, DAM, etc.) ;
 - MAA et, en particulier, la DGAL pour ce qui concerne la police sanitaire.
- Avec les autres ministères :
 - Intérieur (DGGN, DGPN, DLPJ, SCA, STSP, OCLAESP, etc.) ;
 - Chancellerie (DACG notamment) ;
 - Finances (Douanes notamment).
- Avec les autres partenaires (FNC, ONG, etc.).

• **Mettre en œuvre la réforme du permis de chasser :**

- En lien avec le MTES et la Fédération nationale des chasseurs (accompagner la sortie des textes d'application, etc.) ;
- En interne (développement d'un nouveau logiciel, démarche qualité pour la production de titre, etc.).

• **Contribuer à la formation interne et externe en matière de police :**

- Expression des besoins internes (inspecteurs de l'environnement, encadrants, producteurs d'avis techniques, etc.) et externes (différents partenaires) ;
- Validation des contenus pédagogiques et animation du réseau des formateurs dans le domaine de la police et du permis de chasser.



COMPÉTENCES ET QUALITÉS REQUISES

Connaissances :

- Connaissance de l'administration, en particulier dans le domaine de l'environnement ;
- Connaissance juridiques ;
- Connaissance de la police administrative et de la police judiciaire dans le domaine de l'environnement ;
- Connaissance des enjeux de la biodiversité ;
- Connaissance de la ruralité ;
- Capacités d'analyse et de synthèse.

Savoir-faire opérationnel :

- Manager / Gérer une équipe / Gérer des conflits ;
- Définir des objectifs et piloter l'activité ;
- Conduire des projets transversaux ;
- Travailler en mode projet ;
- Conduire un changement ;
- Élaborer des procédures type ;
- S'adapter aux différents interlocuteurs et faire preuve de pédagogie ;
- Animer des réseaux de travail ;
- Conduire des réunions ;
- Rédiger de manière claire et intelligible ;
- Créer et entretenir des partenariats.

Savoir-être professionnel :

- Capacité de dialogue et d'écoute ;
- Déontologie (respect du secret de la procédure en police judiciaire) ;
- Sens de l'initiative et de l'anticipation ;
- Rigueur d'organisation et de travail ;
- Curiosité et ouverture d'esprit ;
- Clarté de l'expression orale.

DÉPOSER UNE CANDIDATURE

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel sous la référence **DPPC/DIRECTEUR/F** à recrutement@ofbiodiversite.fr et police@oncfs.gouv.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **03 janvier 2020**



Date : 10/12/2019

Poste à pourvoir	Assistant administratif / secrétariat d'équipes scientifiques (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 3
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public de 6 mois
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 900 experts extérieurs mobilisés
- 145 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Service « Appui à l'expertise » (SAE)

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Le Service « Appui à l'expertise », rattaché au directeur et composé de 16 personnes, assure la gestion administrative de l'expertise dans ses différentes composantes : experts externes, comités d'experts spécialisés et groupes de travail, saisines et produits d'expertise, programme de travail en cohérence avec les plans nationaux, référentiels déontologiques, budget et ressources internes. Il est constitué de chargés de mission et gestionnaire affaires financières, d'une équipe chargée de la gestion des experts et des saisines, et d'une équipe chargée du secrétariat commun. Cette dernière comporte 7 agents. Elle regroupe les missions de secrétariat administratif en appui aux différentes unités de la DER : unités d'évaluation, de méthodologie et études, observatoires, et direction de la DER.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous la responsabilité du chef du service, l'assistant administratif apporte un appui administratif et logistique à un ensemble de clients internes (agents, chefs d'unité) et externes (experts) en charge d'activités scientifiques, en équipe avec ses collègues. Il suit un ensemble de dossiers de natures variées. Il contribue à l'optimisation, l'harmonisation et la mise en œuvre des procédures d'appui administratif au sein du service.

Activités

- Réceptionner, enregistrer, mettre en forme, envoyer courriers externes et bordereaux internes (ordres de mission, pré-bons de commandes...) et en assurer le suivi dématérialisé (gestion électronique du courrier) puis l'archivage,
- Prévoir et réserver les ressources en appui à l'activité (salles de réunion, matériel informatique...) et gérer des agendas si besoin,
- Préparer des fonds de dossiers en amont de réunions/missions et mettre en forme des lettres, rapport et présentations le cas échéant,
- Assurer la mise en œuvre opérationnelle des réunions de comités d'experts spécialisés (CES) et groupe de travail (GT/GECU) rattachés aux unités (convocations, préparation matérielle des réunions, gestion des aléas),
- Mettre en signature les courriers de nominations d'experts rapporteurs, les produits d'expertise en réponse aux saisines (avis, rapports) et les différents courriers des unités dont il partage la charge,
- Tenir à jour WebSaisines (progiciel de gestion des saisines, avis, experts et réunions) et réunir les pièces justificatives (feuilles d'émargement, lettres de nominations...) pour l'élaboration de la rémunération trimestrielle des experts.

Conditions particulières

- Respect des règles de confidentialité.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC à BAC+2 de type BTS secrétariat

Expérience similaire :

Jeune diplômé ou première expérience réussie dans le domaine du secrétariat,
Connaissance du fonctionnement d'un établissement public administratif appréciée.

Compétences :

Maîtrise des outils bureautiques (Outlook, Word, Excel)

Aisance avec l'informatique en général

Bonnes compétences rédactionnelles et excellente maîtrise de l'orthographe

Qualités relationnelles et capacité à travailler en équipe

Rigueur, autonomie et méthode

Sens des responsabilités

Sens pratique, capacités d'anticipation et de planification

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 janvier 2020

Renseignements sur le poste : Isabelle Bourdeaux (isabelle.bourdeaux@anses.fr, 01 49 77 27 06),

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-158 à :
recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Juriste (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée de droit public
Localisation	Maison-Alfort
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Pole Affaires générales / Direction des affaires juridiques

Missions / contexte

La Direction des affaires juridiques est chargée d'assurer la sécurité juridique des activités de l'Agence, par la production de conseils et d'avis juridiques et par la diffusion des dispositions juridiques applicables à l'Agence. Elle participe à l'élaboration des règles et principes, notamment déontologiques, applicables aux personnels et aux collaborateurs de l'Agence. Elle assure le suivi des affaires contentieuses, en lien avec les directions concernées.

Elle apporte l'appui de son expertise aux autres services et entités de l'Agence, y compris en matière d'archivage.

La directrice des affaires juridiques est la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques de l'Agence et assure également les fonctions de « déontologue » pour l'Agence et de délégué à la protection des données.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous la responsabilité de la directrice des affaires juridiques, au sein d'une équipe composée en outre d'un adjoint, de cinq juristes, d'un archiviste et d'une assistante, le juriste est plus particulièrement chargé de fonctions de conseil et contentieux dans le domaine des missions de l'Agence.

A ce titre, le juriste sera principalement chargé des missions suivantes :

- Appui au déontologue : contrôle du respect des obligations de prévention des conflits d'intérêts, rédaction d'un rapport annuel public ;
- Appui au délégué à la protection des données personnelles : tenue du registre des traitements ; contrôle la conformité à la loi des projets de traitements, rôle de conseil et d'information, mise en place des procédures internes, animation de formations ;
- Suivi des conventions (y compris des conventions immobilières) dans le cadre de la politique partenariale de l'Agence et gestion d'un portefeuille de brevets ;
- Gestion des pré contentieux et contentieux en lien avec les entités de l'Agence ;
- Contribution de l'agence à l'élaboration des textes réglementaires qui la concernent ;

Activités

En outre, le juriste pourra être amené à traiter des questions de toutes natures pour le compte des différentes directions et entités de l'agence en vue de prévenir les difficultés d'ordre juridique et de faciliter la diffusion de l'information. Il sera ainsi sollicité pour apporter son expertise dans les matières suivantes : droit public, droit de l'environnement, droit des contrats, propriété intellectuelle, droit de l'informatique, droit immobilier, droit de la fonction publique.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC+3 à BAC + 5 en droit (droit public, droit privé, droit des NTIC, droit de la sécurité sanitaire, droit de l'environnement...)

Expériences similaires

Minimum 5 années d'expérience sur des fonctions similaires

Compétences

- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit d'initiative, rigoureux(se)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office)
- Aptitude organisationnelle et dynamique
- Anglais apprécié

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 décembre 2019

Manuelle Vertot (manuelle.vertot@anses.fr), Directrice des affaires juridiques

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-156 à : recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Chargé de projet de recherche en bactériologie (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public (2,5 ans)
Localisation	Maisons -Alfort (94)
Prise de fonction	Janvier 2020
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de santé animale
Unité des Zoonoses bactériennes-équipe Brucellose

L'unité d'accueil (25 personnes) s'intéresse aux infections bactériennes multi-espèces ayant une incidence sur la santé publique humaine. L'étude de la circulation et de la diversité microbienne est particulièrement importante pour ces zoonoses (Brucellose, Charbon, Chlamydie, Mélioiïdose, Morve, Mycobactérioses, Tularémie).

Missions / contexte

L'équipe Brucellose est composée de 7 personnes en charge des activités de recherche et de référence pour la brucellose animale. Le poste est associé à un projet de recherche européen multipartenarial, IDEMBRU, coordonné par l'équipe Brucellose, financé dans le cadre de l'appel à projet OHEJP (One Health European Joint Programme) pour une durée de 2,5 ans. Ce projet vise à étudier les espèces émergentes et atypiques de *Brucella* ainsi que leurs réservoirs dans plusieurs pays européens

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et en lien étroit avec le responsable d'équipe, le chargé de projet aura pour mission d'appuyer le coordonnateur du projet IDEMBRU à suivre l'avancée des activités prévues dans le projet et participera à la réalisation des manipulations et protocoles prévus dans le projet, incluant à la fois la collecte d'échantillons, la caractérisation moléculaire et phénotypique des souches de *Brucella*, l'estimation du pouvoir pathogène à l'aide de modèles *in vivo* et *in vitro* :

Activités

- Appui à la coordination du projet IDEMBRU, planification des activités et des réunions, en collaboration avec l'équipe scientifique
- Réalisation et analyse des prélèvements prévus dans le projet, caractérisation des souches isolées en collaboration avec l'équipe scientifique et technique
- Réalisation d'infections expérimentales *in vitro* et *in vivo*, afin d'investiguer le pouvoir pathogène des souches isolées (modèles cellulaires, modèle rongeurs)
- Appui et suppléance aux autres secteurs d'activité de l'équipe, notamment bactériologie et biologie moléculaire
- Valorisation des travaux (communications, publications)

Conditions particulières

L'activité s'exerce dans un laboratoire de recherche (Unité des zoonoses bactériennes), avec plusieurs plateaux techniques dont une animalerie et une zone confinée de niveau 3. Les activités nécessitent une période de formation liée aux contraintes de biosécurité, le travail en zone confinée et la mise en place des modèles d'infection.

L'état de santé devra être compatible avec le port d'équipement de protection individuelle (combinaison, masque type FFP2, gants, sur-chaussures, charlotte) pour un travail en laboratoire de niveau de sécurité 3 (absences d'allergies connues ou résistances aux antibiotiques).

La manipulation potentielle de produits dangereux nécessite un respect strict des procédures.

Le travail en milieu confiné sera accordé après un suivi médical spécifique.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac +3 à Bac + 5, diplôme de vétérinaire ou docteur en biologie
Diplôme d'expérimentation animale (conception et réalisation de procédures)

Expériences similaires

- Expérience en laboratoire souhaitée, si possible en bactériologie, avec mise en œuvre de modèles cellulaires
- Expérience appréciée dans le domaine de l'infectiologie

Compétences

- Solides connaissances en bactériologie, culture cellulaire ;
- Bonne connaissance de l'anglais scientifique et technique ;
- Conduite de projet, planification, reporting ;
- Exploitation et interprétation des données expérimentales ;
- Aptitude au travail en équipe ;
- Compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions ;
- Organisation, autonomie et rigueur.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 décembre 2019

Renseignements sur le poste : Claire Ponsart, cheffe de l'Unité des Zoonoses Bactériennes - claire.ponsart@anses.fr ,

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-153 à :** recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Technicien en épidémiologie – EPITCOV (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 3
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public de 16 mois
Localisation	Ploufragan (22)
Prise de fonction	Mars 2020
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Unité Epidémiologie, Santé et Bien Etre (EPISABE)
 Laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort

Missions / contexte L'unité EPISABE de l'Anses Ploufragan oriente ses activités de recherche vers l'acquisition de connaissances destinées à la compréhension et la gestion des dangers sanitaires catégorisés ou non, dans les filières animales essentiellement porcine, avicoles et cunicole, de même que sur les dangers zoonotiques au sein de ces filières, les pratiques d'usage des antibiotiques en relation avec l'émergence de résistances et l'amélioration du bien-être animal. L'unité contribue à la surveillance des maladies réglementées ou pénalisantes pour les filières étudiées. Des travaux de recherche portent aussi sur le développement d'outils et de méthodes (statistiques, modélisation) adaptés aux besoins spécifiques des thématiques traitées. L'unité compte onze scientifiques, cinq techniciens, un doctorant et un contractuel.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité et en lien étroit avec des scientifiques chargés des projets de recherche et les autres techniciens de l'unité EPISABE, l'agent recruté participera à la préparation puis à la réalisation d'enquêtes épidémiologiques sur le terrain portant sur les espèces cibles de l'unité (porcs, volailles, lapins, poissons). Il participera également à la prise en charge des échantillons biologiques avant leur transmission aux laboratoires du site.

Sur la durée de la mission, l'agent recruté sera en premier chargé de participer à la réalisation d'une enquête épidémiologique en élevages de porcs. Cette enquête entre dans le cadre d'un projet de recherche qui vise à apporter des connaissances pour concevoir ou améliorer les modes d'élevage de porcs alternatifs au système classique en bâtiment fermé sur caillebotis, conférant une meilleure santé aux animaux, plus respectueux de leur bien-être, limitant les risques sanitaires pour la chaîne alimentaire et offrant des garanties satisfaisantes sur le plan de la biosécurité tout en garantissant un revenu correct aux éleveurs. L'enquête porte sur un échantillon de 120 élevages de porcs répartis sur tout le territoire français.

Il pourra être amené en fonction des besoins à participer à d'autres enquêtes en cours dans l'unité, notamment dans les filières avicoles et cunicoles.

Activités

- Relations avec les acteurs du terrain participants aux études (les éleveurs, les groupements de production, les vétérinaires, ...) pour l'organisation des visites,
- Collecte des données épidémiologiques (mesures, observations d'animaux, questionnaires auprès d'éleveurs),
- Prise d'échantillons biologiques sur animaux,
- Préparation, contrôle, nettoyage, gestion des stocks et entretien du matériel,
- Planification des visites en élevage, selon les études,
- Gestion du suivi des échantillons.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac à Bac+2 dans le domaine des productions animales

Expériences similaires

- Bonnes connaissances des filières de production animales et du monde de l'élevage, notamment la filière porcine,
- Expérience dans le domaine de l'épidémiologie serait un plus,
- Expérience dans la réalisation d'enquêtes en élevage serait un plus.

Compétences

- Mobilité sur le plan géographique (déplacements de plusieurs jours sur tout le territoire national à prévoir),
- Aptitude organisationnelle,
- Rigueur et dynamisme,
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe,
- Permis B.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 décembre 2019

Renseignements sur le poste : Françoise Pol (chargée de projet en bien-être animal francoise.pol@anses.fr - 02 96 01 62 04), Christelle Fablet (épidémiologiste en santé animale, christelle.fablet@anses.fr – 02 96 01 01 31) ou Nicolas Rose (chef d'unité EPISABE nicolas.rose@anses.fr - 02 96 01 64 41)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-152 à :** recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Gestionnaire de dossiers administratifs (AMM) (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public (2 ans)
Localisation	Fougères (35)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Agence Nationale du médicament vétérinaire (ANMV)

Entité recruteuse

L'ANMV assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments ainsi que le contrôle des établissements pharmaceutiques et la surveillance du marché des médicaments vétérinaires.

Missions / contexte

Au sein de l'ANMV, le département Inspection et surveillance du marché (DIS) est chargé notamment de l'autorisation et du suivi des établissements pharmaceutiques vétérinaires ainsi que la surveillance et le contrôle des médicaments vétérinaires mis sur le marché.

L'unité Etablissements, au sein du DIS, est chargée notamment de l'instruction documentaire des dossiers d'établissements ou installations et de la préparation et du suivi des décisions les concernant.

Elle gère la certification relative à l'exportation des médicaments vétérinaires et la libération officielle des lots de vaccins rages

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité, le gestionnaire de dossiers administratifs réalise la recevabilité des demandes d'autorisation et de modifications d'ouverture d'établissements pharmaceutiques vétérinaires; l'instruction des demandes de certificats à l'exportation et leurs supervisions. L'agent réalise également le secrétariat des unités du département Inspection et Surveillance du marché (DIS).

En tant que gestionnaire de dossiers administratifs, le titulaire du poste réalise :

- le secrétariat des 3 unités du département (accueil standard, gestion des courriers)
- le suivi administratif des établissements pharmaceutiques vétérinaires notamment la recevabilité des dossiers,
- l'instruction administrative des demandes de certificat à l'exportation et la supervision des rapports d'instruction administratifs liés à l'export,

Activités

A ce titre, il sera en charge de :

- Assurer un accueil téléphonique et/ou physique
- Informer/échanger avec des interlocuteurs externes
- Assurer le suivi administratif d'un dossier, son classement et/ou son archivage
- Réaliser la recevabilité administrative d'un dossier
- Identifier et rédiger une demande d'éléments complémentaires
- Préparer un projet de décision administrative

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC ou BAC + 2 scientifique ou en gestion administrative

Expériences similaires

- Une expérience dans le domaine de la réglementation du médicament ou le domaine vétérinaire serait appréciée.

Compétences

- Maîtrise des outils de bureautique ;
- Rédiger un document selon un format déterminé
- Connaître la réglementation dans son périmètre d'intervention
- Travail en équipe
- Bonnes capacités relationnelles en interne et avec des interlocuteurs externes.
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 décembre 2019

Renseignements sur le poste :

Mme Mickaëlle SACHET, chef du département DIS (mickaëlle.sachet@anses.fr) au 02.99.94.78.65

Mme Nathalie LEGRAND, Chef de l'unité Etablissement (nathalie.legrand@anses.fr) au 02.99.94.66.68

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-154 à :**
recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Technicien en épidémiologie – BOTUSOL (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 3
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public de 16 mois
Localisation	Ploufragan (22)
Prise de fonction	Mars 2020
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Unité Epidémiologie, Santé et Bien Etre (EPISABE)
Laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort

Missions / contexte

L'unité EPISABE de l'Anses Ploufragan oriente ses activités de recherche vers l'acquisition de connaissances destinées à la compréhension et la gestion des dangers sanitaires catégorisés ou non, dans les filières animales essentiellement porcine, avicoles et cunicole, de même que sur les dangers zoonotiques au sein de ces filières, les pratiques d'usage des antibiotiques en relation avec l'émergence de résistances et l'amélioration du bien-être animal. L'unité contribue à la surveillance des maladies règlementées ou pénalisantes pour les filières étudiées. Des travaux de recherche portent aussi sur le développement d'outils et de méthodes (statistiques, modélisation) adaptés aux besoins spécifiques des thématiques traitées. L'unité compte onze scientifiques, cinq techniciens, un doctorant et un contractuel.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité et en lien étroit avec le responsable scientifique de l'étude BOTUSOL consacrée à l'étude de Clostridium botulinum dans le sol, le technicien aura à sa charge la planification, l'organisation et la réalisation des visites en élevages avicoles et bovins. L'étude BOTUSOL est portée par le LNR botulisme de l'Anses Ploufragan en collaboration avec l'unité EPISABE, le GDS Bretagne et l'INRA. Afin d'évaluer la contamination des sols dans les filières avicoles et bovines, une étude épidémiologique va être menée en 2020 et 2021 dans 60 élevages (volailles et bovins). Le travail du technicien recruté par l'Anses Ploufragan sera piloté par le GDS Bretagne pour les élevages bovins et par l'Anses pour les élevages avicoles.

Activités

- Relations avec les acteurs du terrain participants à l'étude (les éleveurs, les groupements de production, les vétérinaires, ...) pour l'organisation des visites
- Réalisation des visites en élevage avicole et bovin: planification, recueil des données épidémiologiques (remplissage des questionnaires avec les éleveurs) et réalisation des prélèvements sur les volailles (écouvillons cloacaux) et dans l'environnement des élevages avicoles et bovins (fumier et terre dans les parcelles).
- Prise en charge des prélèvements et acheminement vers le laboratoire d'analyse du LNR de l'Anses Ploufragan
- Saisie informatique et vérification des données épidémiologiques recueillies en élevage et des résultats d'analyses de laboratoire
- Responsable du matériel utilisé pour les prélèvements (gestion du stock, préparation, nettoyage)
- Déplacements fréquents essentiellement dans le Nord-ouest de la France

Conditions particulières

- Permis B exigé

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac à Bac+2 en productions animales

Expériences similaires

- Expérience dans le suivi technique des productions animales (volailles, bovins, ...)
- Expérience dans le domaine de l'épidémiologie serait un plus

Compétences

- Compétences techniques:
 - Connaissance dans la conduite technique et sanitaire des élevages
 - Maîtrise des méthodes de prélèvements sur les volailles
 - Maîtrise des outils bureautiques de saisie des données (Excel / Access).
- Méthode et rigueur dans l'organisation du travail, la réalisation des prélèvements et le respect des mesures de biosécurité en élevage
- Aptitudes relationnelles avec un goût pour le travail en équipe, dynamisme et force de proposition
- Capacité à travailler en autonomie dans l'organisation des visites sur le terrain
- Capacité d'adaptation aux plannings des visites et mobilité sur le plan géographique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 décembre 2019

Renseignements sur le poste : Rozenn Souillard (responsable scientifique du projet rozenn.souillard@anses.fr 02 96 01 01 48) et Sophie Le Bouquin (cheffe d'unité adjointe EPISABE, sophie.lebouquin-leneveu@anses.fr 02 96 01 62 56)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-151 à :** recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Équitation

Pôle équitation de tradition française, performance sportive et moyens équestres – Avenue de l'École Nationale d'Équitation – 49411 Saumur

Responsable du Centre Culturel de l'IFCE

N° du poste : Catégorie : A Filière technique	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 3	Groupes RIFSEEP : G2
Vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français. <p>Le Pôle équitation de tradition française (ETF), performance sportive et moyens équestres est chargé à la fois de promouvoir le patrimoine culturel de la culture équestre française et de favoriser le progrès technique des pratiques équestres. La médiathèque du cheval et de l'équitation rassemble près de 60 000 références d'ordre technique ou patrimonial et recouvre les domaines agricole et sportif.</p> <p>Le responsable :</p> <ul style="list-style-type: none">- encadre les personnels des médiathèques de Saumur, il anime un réseau comprenant les sites du Pin (médiathèque orientée sciences, agricole et entreprises), d'Uzès et de Pompadour- met en œuvre une politique de développement de la médiathèque du cheval et de l'équitation de Saumur- contribue au rayonnement l'équitation de tradition française inscrit au patrimoine de l'UNESCO.
Objectifs du poste	<p>Le/La responsable du centre culturel assure la politique culturelle de l'établissement, notamment la politique patrimoniale du fonds de la médiathèque de l'IFCE dans toutes ses dimensions (en particulier conservation, développement et rayonnement). Il/Elle est également chargé du suivi des mesures de sauvegarde liées à l'inscription de tradition française depuis 2011 sur la liste du patrimoine immatériel de l'humanité de l'UNESCO.</p> <p>Sa mission relative au rayonnement culturel concerne la globalité de l'IFCE.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Activités principales</p> <ul style="list-style-type: none">- Piloter une politique de préservation-conservation du fonds patrimonial (Cadre noir et Haras nationaux)- Proposer une politique d'enrichissement et de valorisation du fonds (acquisitions, collectes, consolidations)- Piloter un travail d'analyse du fonds, notamment en vue de la valorisation auprès des publics, de la communauté scientifique et professionnelle, des partenaires et institutions- Assurer une fonction de diffusion et d'expertise scientifique dans le domaine de l'équitation et du cheval- Constituer et/ou animer des réseaux professionnels dans le domaine concerné,

	<p>participer aux réseaux existants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la promotion et le rayonnement du fonds culturel aux niveaux régional, national et international - Créer et piloter une politique de médiation des savoirs (expositions, colloques, journées d'étude...) - Participer à la recherche de partenaires financiers publics et privés - Administrer le service : organisation administrative, RH, budget <p>Activités liées à l'UNESCO</p> <p>En ce qui concerne l'inscription sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO attribué à l'équitation de tradition française, le responsable de centre culturel, devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'expertise et le suivi des mesures de sauvegarde - Créer et animer le comité de pilotage "Culture, patrimoine et Unesco" de l'IFCE - Participer activement aux activités de l'association « Mission française pour la culture équestre » <p>Conditions particulières de travail</p> <p>Déplacements réguliers en France et parfois à l'étranger Travail certains week-ends (selon les manifestations) Bureau partagé au sein de l'espace médiathèque Saumur</p>	
<p>Champ relationnel du poste</p>	<p>En interne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisateurs : ingénieurs de projet et développement, formateurs, chercheurs, experts thématiques - Chargé du soutien à la diffusion - Chargé de la valorisation de la recherche - Agents de la Direction de la recherche et du département diffusion - Chargé de mécénat <p>En externe</p> <ul style="list-style-type: none"> - Différents publics : journalistes, étudiants, chercheurs, enseignants, particuliers, universitaires - Institutions culturelles et muséales françaises et étrangères - Entreprises - Réseaux professionnels - Collectivités locales - Médias 	
<p>Compétences liées au poste</p>	<p style="text-align: center;">Savoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de la filière et de ses institutions - Activités culturelles - Environnement institutionnel - Organisation administrative et documentaire - Relations avec les partenaires de l'Ifce - Gestion de projet - Langues étrangères - Utilisation de logiciels - Management (- Expression écrite (- Expression orale 	<p style="text-align: center;">Savoir-faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etre force de proposition et d'initiative - Être autonome - Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients - Faire preuve de pédagogie - Avoir le sens des relations humaines - Avoir l'esprit ouvert et être capable de s'adapter
<p>Personnes à contacter</p>	<p>Informations sur les missions :</p> <p>Colonel Patrick TEISSERENC, Directeur du pôle équitation de tradition française, performance sportive et moyens équestres - Tél. : 06.46.27.95.55. courriel : patrick.teisserenc@ifce.fr</p> <p>Informations administratives et financières</p> <p>Mme Sylvie GRASSET, Responsable de l'antenne DRH de Saumur Courriel : sylvie.grasset@ifce.fr</p> <p>Prérequis</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diplôme de l'Institut National du Patrimoine (ou équivalent) - Diplôme de 3ème cycle universitaire (doctorat) souhaité 	

- Expérience significative (minimum 5 années) du management d'un service documentation ou culturel ou historique
- Expérience professionnelle dans le domaine du cheval et de l'équitation

Dossier de candidature : CV + LM + copie des diplômes.

Date limite de candidature : 31/12/2019

Date de prise de poste : février 2020